



Photo de F. Boots de la FAO.

PRÉSERVATION ET PROSPÉRITÉ

L'ENVIRONNEMENT DES ANNÉES 1980

par LIBBY BASSETT

Onze ans après l'importante Conférence des Nations Unies sur l'environnement tenue à Stockholm en Suède, il semble que le mouvement environnementaliste n'ait toujours pas réussi à faire passer son message.

Ce message se résume pourtant en quelques mots : toute la stabilité économique et sociale de l'homme repose sur une seule base : les ressources naturelles de la terre. Les détruire, c'est compromettre les fondements même de la vie sur terre.

Malgré les succès assez substantiels que le mouvement environnementaliste a connus depuis dix ans, il n'a malheureusement pas réussi à déloger le mythe selon lequel l'environnement et le développement vont forcément dans des directions opposées. C'est là le véritable drame. En effet, on soutient encore dans de nombreux milieux que l'environnement ne peut être protégé qu'au prix du progrès économique.

Il y a quelque chose qui cloche quelque part. Depuis dix ans, la sensibilisation de la population aux questions de l'environnement a fait des progrès énormes à l'échelle mondiale et le nombre d'organismes intéressés à ces questions s'est accru considérablement. Un sondage effectué par le *World Environment Center* (Centre mondial de l'environnement) a fait ressortir que la protection de l'environnement suscite de plus en plus d'intérêt, à preuve les 144 pays qui se sont maintenant dotés d'organismes de gestion des ressources naturelles et de l'environnement. Il y a dix ans, il y avait six fois moins d'organismes de ce genre.

Plantation de semis dans un centre de recherches tunisien.

Dans les pays du Tiers-Monde seulement, ces organismes sont au nombre de 105, un progrès considérable si l'on pense qu'il n'y en avait que 11 au moment de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement de 1972.

Toutefois, au tournant des années 1980, dans un contexte de récession économique mondiale, de nombreux gouvernements, et surtout ceux des pays du Tiers-Monde, ont senti qu'ils n'avaient d'autre choix que de concentrer leurs ressources financières de moins en moins nombreuses sur des objectifs économiques et politiques plus immédiats.

En raison du fléchissement de la demande au titre des exportations de matières premières en provenance des pays en développement, ces derniers se trouvent maintenant dans l'incapacité d'acquitter le service de leur dette de plus en plus lourde. Le spectre des pays en développement manquant à leurs obligations financières a ébranlé un grand nombre des principales banques du monde entier,

de même que les pays industrialisés dont l'économie repose sur le « libre échange ».

MANQUE DE RESSOURCES

Le directeur général du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), Mostafa Tolba, affirmait il y a déjà un an à Berlin que « les pays riches sont en train de faire de leurs partenaires commerciaux défavorisés les victimes de leur pouvoir. Et ce qui est certain, c'est que leur effondrement économique entraînera aussi bien les pays du Tiers-Monde que les pays industrialisés au fond de l'abîme. »

M. Tolba croit que la seule façon de rétablir l'économie de façon permanente consiste à renverser complètement le système économique mondial qui, à son avis, n'est pas seulement d'une criante injustice pour les pays en développement, mais qui en plus érode leur base de ressources.

M. Tolba ajoute : « Partout dans le monde, il est abondamment prouvé que les systèmes sont surchargés jusqu'à l'extrême limite. Lorsque les systèmes essentiels au maintien de la vie se sont déjà effondrés, les plus démunis n'ont guère le choix : partir ou rester et mourir de faim. »

Il donne comme exemples Haïti, qui est presque complètement déboisée et dénudée, et la région du Sahel dans le nord de l'Afrique, où la désertifica-

tion a entraîné une sécheresse prolongée et mortelle. Les habitants ont été forcés de quitter ces régions pour grossir les rangs des « réfugiés environnementaux ».

Il signale également que les forêts tropicales disparaissent au rythme d'un hectare toutes les 2 1/2 secondes. Les maladies environnementales, comme la malaria et la bilharziose, sont maintenant plus répandues que jamais, à cause d'une mauvaise planification du développement et du fait que les autorités n'ont pas su donner aux habitants de l'eau potable et des installations sanitaires convenables. M. Tolba ajoute encore que des milliards de tonnes de terre arable irremplaçable sont gaspillées chaque année, et que 20 millions d'hectares de terres productives se dégradent tous les ans jusqu'à devenir complètement inutilisables.

Cette dernière préoccupation ne touche pas seulement le Tiers-Monde. Au colloque des pays industrialisés, tenu l'an dernier, l'OCDE a signalé les dangers des méthodes actuelles qui consistent à utiliser à des fins non agricoles des terres cultivables et à laisser les sols se dégrader : « Dans l'espace de 20 ans, plus du tiers des terres arables du monde entier pourront être perdues ou détruites. » Qui plus est, cette perte pourrait se produire au moment où il est prévu que la population mondiale comptera deux milliards de personnes de plus.

Pour que le monde soit en mesure de nourrir les générations à venir, il est essentiel de préserver les sols ; c'est pourquoi le Programme des Nations Unies pour l'environnement, de concert avec d'autres organismes des Nations Unies, a mis au point une « politique mondiale des sols ». L'an dernier, M. Tolba a fait parvenir le document traitant de ces questions à tous les gouvernements membres du PNUE pour obtenir leurs observations. Son appel est resté lettre morte.

Cet échec s'explique peut-être par le fait que les questions de l'environnement n'ont atteint qu'assez récemment un point critique. La plupart des maux qui nous affligent aujourd'hui ne se sont manifestés que depuis deux ou trois générations, à peine un instant dans l'histoire de l'humanité.

Le directeur de l'*Office of Environmental Affairs* (Bureau des affaires environnementales) de la Banque mondiale, M. James A. Lee, donnait récemment l'avertissement suivant : « Si les spécialistes du développement ne voient pas la nécessité de mettre au point des modèles de développement défendables à tous points de vue, non plus que la nécessité de modifier l'ordre des priorités dans l'exploitation et l'utilisation du substrat à la préservation des ressources et de l'environnement, ils le feront à leurs propres risques et périls. La destruction de l'environnement de notre planète entraînera l'effondrement de notre système économique mondial. »

Depuis quelques années, un certain nombre de spécialistes et d'orga-

nismes ont fait l'inventaire de ce qu'ils estiment être les principaux risques environnementaux et, par conséquent, économiques.

ÉVALUATION DES RISQUES

La menace d'une guerre nucléaire vient peut-être en tête de liste. Comme le président de la société Audubon, Russell Peterson, l'a signalé au cours des audiences publiques internationales sur l'environnement, qui se sont tenues à Londres l'an dernier : « Par comparaison, toute autre menace à l'environnement semble insignifiante. » Une guerre nucléaire n'entraînerait pas seulement la mort de centaines de millions de personnes, mais elle modifierait complètement la composition de l'air, du sol et de l'eau et transformerait toute forme de vie végétale et animale qui réussirait à survivre.

La deuxième menace qui nous guette est probablement la croissance démographique. La plupart des deux milliards de personnes qui s'ajouteront à la population mondiale actuelle naîtront dans les pays du Tiers-Monde, dont bon nombre éprouvent déjà de

La pire menace : une guerre nucléaire

graves problèmes à assurer l'existence de leur population actuelle. Pour survivre, la population entame son capital biologique, faisant disparaître les forêts pour se procurer du bois de chauffage et agrandir les terres cultivables, même si, ce faisant, le bois, la terre et l'eau dont elle a besoin sont irrémédiablement perdus.

La production et l'utilisation de l'énergie est le quatrième facteur qui menace notre environnement. Près de la moitié de l'humanité a besoin de bois pour faire sa cuisine quotidienne et, dans bien des cas, ce bois est la seule source de chaleur. Le déboisement accélère l'érosion, détériore les bassins hydrographiques et entraîne l'extinction d'innombrables espèces. La consommation des combustibles fossiles, comme le bois, le charbon et le pétrole, libère de l'oxyde carbonique dans l'atmosphère, ce qui peut avoir de graves répercussions sur les différents climats de la planète. Les activités de forage et d'exploitation minière visant à trouver de nouvelles sources d'énergie peuvent causer des torts irréparables aux sols et aux océans. Les émissions produites par les véhicules automobiles et les centrales électriques peuvent être à l'origine des pluies acides. Les déversements de pétrole souillent les côtes et détrui-

sent la vie aquatique. Les centrales nucléaires accumulent des déchets radioactifs dangereux dans l'espoir qu'on trouve un jour une méthode d'entreposage tout à fait sécuritaire. Ces mêmes centrales nucléaires contribuent à accélérer la prolifération des armes nucléaires.

Les produits chimiques toxiques présentent un autre danger de plus en plus grave pour l'environnement. Grâce aux nouvelles méthodes scientifiques, on a créé des dizaines de milliers de nouveaux mélanges qui sont dans bien des cas extrêmement toxiques et difficilement recyclables dans la nature. Certains pays ont déjà adopté des lois pour régir les produits chimiques toxiques, mais il reste encore beaucoup à faire pour en assurer l'application ou pour établir des normes internationales régissant la production, le transport, le commerce et la destruction de ces produits.

COMPRENDRE ET AGIR

Près de 150 traités internationaux portent sur des questions d'environnement. Il faut maintenant instituer une procédure qui pousse les gouvernements à les mettre en pratique. Certains traités, de l'avis de Manfred Lachs, juge à la Cour internationale de Justice de la Haye, ont peut-être besoin de révision et de modification. D'autres doivent être conclus de toute urgence pour se pencher sur des questions telles que l'exportation non contrôlée des ressources premières précieuses, par exemple les bois tropicaux, et l'exportation de produits chimiques extrêmement toxiques vers les pays en développement.

Le Juge Lachs a soulevé un point dont sont convenues toutes les parties intéressées à ces questions : il ne peut y avoir de volonté politique de s'attaquer à ces problèmes compliqués, et pourtant extrêmement menaçants, et de chercher à les résoudre tant que ces derniers ne seront pas compris.

Si la population est sensibilisée à ces questions, elle agira et forcera ses dirigeants à en faire autant. Tant que les dirigeants gouvernementaux ne comprendront pas la véritable importance de l'environnement, qui est le fondement même de tout développement économique, ils continueront de considérer les menaces pour l'environnement, plus éloignées dans le temps, comme moins importantes que les menaces plus immédiates. Le meilleur exemple que l'on puisse donner de cette attitude déplorable est peut-être la déclaration faite par le Premier ministre britannique, Mme Margaret Thatcher, au cours de la guerre des Falklands : « Quand on a passé la moitié de sa vie politique à traiter de questions ennuyantes comme la protection de l'environnement..., il est stimulant de pouvoir se pencher pour une fois sur une crise réelle. » □

Libby Bassett est rédactrice en chef du World Environment Report (Rapport mondial sur l'environnement).